

Décembre 2023

Déclaration sur les inégalités éducatives dans l'espace francophone

Considérant que l'éducation est un droit fondamental, universel et inaliénable pour tout être humain tel que stipulé à l'Article 26 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme,

Considérant que ladite Déclaration recommande que l'éducation soit gratuite au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental ;

Considérant que l'éducation constitue un pilier fondamental du développement social, économique, culturel.

Prenant en compte l'engagement des gouvernements des Etats membres des Nations Unies d'assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ;

Reconnaissons que l'éducation demeure le meilleur outil pour rendre effectives la liberté, la justice et la paix dans le monde,

Soucieux de la privatisation et de la marchandisation de l'éducation sans cesse grandissantes résultant de l'absence ou de l'insuffisance du financement de l'éducation publique et de l'insuffisance dans la régulation de l'activité des écoles privées par les autorités publiques ;

A l'occasion de la 3^{ème} édition de la *Journée de Mobilisation contre la Marchandisation de l'Éducation*, nous, organisations de la société civile, membres du *Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation*¹ réunies ce 05 octobre 2023:

¹ Le [Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation](#) est une coalition de 317 organisations membres qui se sont réunies autour d'actions d'alerte, de veille, de mobilisation collective, de plaidoyer en vue d'interpeller les États sur la nécessité de garantir une éducation publique de qualité et de contribuer à stopper la marchandisation de l'éducation. Ce réseau est né de la mobilisation autour de l'Appel francophone contre la marchandisation de l'éducation. Fondé sur le respect du droit à l'éducation, la prise en compte des acteurs engagés pour la promotion et le renforcement du rôle des services publics, l'[Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de](#)

- Dénonçons la privatisation des services publics et la marchandisation de l'éducation qui entraînent et aggravent les inégalités scolaires, éducatives et socio-économiques, à de multiples échelles : au niveau international, des Etats et au niveau local. Elles affectent négativement les travailleurs, les citoyennes et les citoyens utilisateurs des services et les communautés.
- Rappelons aux Etats [leurs engagements](#) dans la réalisation du droit à l'éducation et pour atteindre [l'ODD 4](#);

En conséquence, nous, :

- Appelons les Etats à prendre des mesures nécessaires, concrètes et ambitieuses pour lutter contre la marchandisation de l'éducation car il est urgent de contrer ce fléau, qui ne cesse de croître et de creuser des inégalités d'accès à une éducation de qualité publique et gratuite.
- Demandons des moyens forts pour que les Etats, garants du Droit, assurent une éducation publique de qualité, inclusive et entièrement gratuite, pour toutes et pour tous. Seul levier pour lutter contre les dérives et les phénomènes croissants de marchandisation de l'éducation où se concurrencent établissements scolaires, structures et acteurs éducatifs à but commercial.

La combinaison de la privatisation et de la marchandisation de l'éducation menace la réalisation de l'équité éducative et de l'égalité des apprenants. Les défis à relever sont énormes :

1. **Empêcher l'accès inégal à l'éducation** : la privatisation de l'éducation conduit à valoriser des objectifs de rentabilité financière directe alors que l'éducation constitue un investissement collectif à moyen et long terme. Par exemple et trop souvent, elle entraîne des frais de scolarité prohibitifs, excluant ainsi les familles à faible revenu ou les familles modestes de l'accès à une éducation de qualité. Cela crée un fossé grandissant entre les élèves issus de milieux économiques différents. Et aussi, les acteurs d'une éducation privatisée prennent bien peu en compte les réalités et les nécessités de l'éducation en milieu rural qui connaît des difficultés d'équipement accrues (comme le manque d'électricité, de connexions, de possibilité d'accès,)

[l'éducation](#) a été signé par plus de 400 organisations issues de 43 pays de l'espace francophone. Il forme la base actuelle de la mobilisation francophone contre la marchandisation de l'éducation.

2. **Arrêter la dégradation des conditions de travail des enseignant.e.s** : la privatisation des établissements scolaires engendre une précarité des emplois entraînée par une volonté de la rentabilité à court terme; elle suscite des charges accrues de travail et une concurrence déplorable entre enseignants ou entre chercheurs.
3. **Mettre fin à l'insuffisance de ressources publiques et à la désorganisation de leur redistribution** : dans le cadre du partenariat privé-public, les Etats investissent dans l'éducation privée alors qu'ils affectent insuffisamment de ressources essentielles au système éducatif public qu'ils organisent ou sont censés organiser.

Au regard de ces défis éducatifs, économiques et politiques nous appelons les gouvernements, la société civile et la communauté internationale à :

1. **Prioriser et augmenter le financement de l'éducation publique** : une éducation de qualité pour tous requiert un financement substantiel, accru et innovant. Les pays doivent développer des initiatives pour mobiliser davantage des ressources endogènes afin d'assurer le développement de leur système éducatif à travers une justice fiscale efficace. Une mobilisation de la communauté internationale et des partenaires techniques et financiers est nécessaire pour compléter les efforts internes. Les ressources mobilisées devront être utilisées de manière efficiente et transparente.
2. **Renforcer la réglementation et la surveillance / contrôle des acteurs privés impliqués dans l'offre d'enseignement**: à la fois au niveau des établissements, en ce qui concerne notamment la qualité des prestations, la qualification et salaires des enseignants, aux infrastructures et les frais de scolarité, entre autres ; et au niveau du système éducatif dans son ensemble pour garantir le droit à l'éducation pour toutes et tous sans discrimination; et éviter tout conflit d'intérêts pouvant nuire à une école publique, gratuite, inclusive et de qualité pour toutes et tous.
3. **Améliorer les conditions de travail, la rémunération, la formation et la valorisation des enseignant.es (et des éducateurs. trices)** : la condition des enseignant.es doit être à la mesure des besoins en matière d'éducation, compte tenu des buts et objectifs à atteindre dans ce domaine. Afin que ces buts et objectifs soient atteints, il faut que les enseignant.es bénéficient d'un juste traitement et que la profession enseignante soit entourée de la considération publique qu'elle requiert.

4. **Renforcer l'accompagnement, la recherche action** pour mettre en place au niveau des États, des dispositifs efficaces de régulation et de contrôle permettant d'assurer la qualité et l'équité des services éducatifs.

En travaillant en synergie pour préserver l'équité éducative et l'égalité de chacun en droits, nous pouvons construire un avenir où chaque individu, a la possibilité de réaliser son plein potentiel à travers l'éducation.

Liste des organisations signataires

	Organisations	Pays
01	Internationale de l'Education	International
02	Centre d'Encadrement des Personnes Opprimées	République Démocratique du Congo
03	ONG EVEIL	Côte d'Ivoire
04	Association Songtaaba des femmes unies pour le développement	Burkina Faso
05	Fédération nationale des Associations des parents d'élèves et d'étudiants/ Fédération Africaine des Associations de Parents d'Élèves	Sénégal
06	Solidarité Laique	International
07	Ecole Ensemble	Canada
08	Regroupement Education Pour Toutes et Tous	Haïti
09	Organisation pour la Démocratie le Développement Economique et Social	Côte d'Ivoire
10	Coalition Nationale Malgache pour l'Education pour Tous	Madagascar
11	Mouvement Ivoirien des Droits Humains	Côte d'Ivoire
12	Centre de Formation et d'Action pour Développement	République Démocratique du Congo
13	Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous	Burkina Faso
14	Young Men Action for Education	République Démocratique du Congo
15	Syndicat national des agents de la formation et de l'éducation du Niger	Niger
16	Bénin Alafia	Bénin
17	Groupe d'Encadrement pour le Développement Intégral	République Démocratique du Congo
18	Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique	Sénégal
19	Initiative pour le droit à l'éducation	International

20	Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active	Madagascar
21	Union Nationale des Formateurs de l'Enseignement Technique et Professionnel de Côte d'Ivoire- Solidarité	Côte d'Ivoire
22	Union Démocratique des Enseignantes et Enseignants du Sénégal	Sénégal
23	Tribune Jeune pour le Droit	Mali
24	Fédération internationale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active	International
25	CEMEA della Sardegna	Italie
26	Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active	Belgique
27	Coalition Education	France
28	Miroir Vagabond asbl	Belgique
29	CEMEA del Mezzogiorno	Italie
30	Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active	France
31	Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights	International
32	Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active	Sénégal
33	Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active	Suisse
34	Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation	International
35	Centre d'assistance à la diffusion des méthodes d'éducation active	Russie
36	Fondation Paradis des Enfants	Hongrie
37	Asociación Civil El Abrojo	Uruguay